

Europe-Afrique : les enjeux d'une relation à redéfinir

Arthur Banga | 31 mai 2022



Certaines crispations bilatérales récentes ne font que souligner avec force l'intérêt d'un partenariat renouvelé entre l'Europe et l'Afrique. Le 17 février dernier, à quelques heures de l'ouverture du Sommet Union africaine-Union européenne, Emmanuel Macron [annonçait](#) le retrait de l'opération *Barkhane* et de la force européenne *Takuba* du Mali. Bien que cette décision puisse paraître aux antipodes de la volonté affirmée de construire un nouveau partenariat avec l'Afrique, elle n'est pas une surprise. Au contraire, cette annonce symbolise la complexité de la question afro-européenne et consacre les relations devenues tendues entre Paris et Bamako.

Ces tensions prennent racine dans la prise de pouvoir par les militaires maliens au cours des coups d'État [d'août 2020](#) et de mai 2021. Elles se sont aggravées ces derniers mois avec l'intervention du groupe de sécurité privée russe Wagner, considéré comme le bras armé officiel de Moscou. De fait, le Mali devient un théâtre des luttes d'influence entre l'Europe et la Russie en Afrique. Présents au Mali depuis 2013, la France (à travers essentiellement les opérations [Serval](#), [Barkhane](#)) et ses partenaires européens (à travers la [Task Force Takuba](#) et la mission de formation [EUTM Mali](#)) ont très tôt perçu négativement le recours de la junte malienne à Wagner pour des opérations de sécurisation. Rapidement, l'UE en vint à prendre le 13 décembre 2021 [des sanctions contre le groupe Wagner](#) (notamment pour son action au Mali), mais également contre [cinq hauts responsables maliens](#) le 3 février 2022. Cet épisode, au-delà des tensions entre l'UE et le Mali, est révélateur des rivalités géopolitiques auxquelles nous assistons sur le continent africain.

Ces tensions posent avec acuité la question des relations entre l'Europe et l'Afrique. L'interrogation est d'autant plus pertinente qu'en présentant [les priorités](#) de la présidence française de l'Union européenne, Emmanuel Macron y a inscrit l'établissement de nouvelles relations entre les deux continents. Le nouvel environnement international, de plus en plus concurrentiel, autour du continent africain d'une part, et, d'autre part, les mutations qu'il connaît, imposent la mise en place d'un partenariat euroafricain.

Au-delà des intentions, **quelle forme peut-il prendre ? Qu'est-ce qui doit prédestiner à l'élaboration de ce nouveau partenariat afro-européen ?**

Après avoir analysé cette ruée vers l'Afrique et ses répercussions sur les rapports afro-européens, le texte reviendra sur la nécessité de considérer l'Afrique comme un véritable enjeu géopolitique. En conséquence, ce nouveau partenariat doit tendre vers plus d'équité et couvrir des domaines aussi importants que la sécurité, le développement durable, l'éducation, l'innovation, la jeunesse, et, par-dessus tout, la démocratie. Non pas que ces questions ont été absentes des discussions et relations afro-européennes, mais cela n'a été fait que de manière confuse et désordonnée, sans grande réflexion d'ensemble avec des objectifs précis d'où la nécessité de mieux structurer le nouveau partenariat en lui définissant des objectifs globaux et équitables. C'est la condition pour saisir toutes les opportunités de la relation entre deux continents liés par l'histoire, la géographie et le futur.

L'Europe de plus en plus concurrencée en Afrique

Le dernier trimestre de l'année 2021 est assez révélateur des batailles géopolitiques autour de l'Afrique. Le [nouveau sommet Afrique-France de Montpellier](#) le 8 octobre a ouvert un temps géopolitique fermé par le [Sommet Turquie-Afrique](#) tenu à Istanbul les 17 et 18 décembre 2021. Entre temps, Dakar a accueilli [le sommet Chine-Afrique](#) le 29 novembre alors qu'Anthony Blinken venait de boucler une tournée africaine. La multiplication des sommets associant le continent à d'autres acteurs en un laps de temps record est révélatrice de l'exacerbation en cours de la rivalité entre puissances sur le continent. Au-delà des sommets, on peut remarquer, en outre, que le volume des échanges commerciaux entre la Turquie et l'Afrique est passé [de 5,4 milliards de dollars en 2002 à 25.3 en 2020](#). Selon le ministère chinois du Commerce, l'Afrique a attiré quelques 623 entreprises, représentant un investissement total de [735 milliards USD à la fin 2020](#). C'est donc peu dire que l'Europe est concurrencée sur le continent africain par d'autres grands acteurs.

Cette appétence des puissances – anciennes et émergentes – pour l'Afrique a débouché sur le concept de [New Scramble For Africa](#). Il s'agira de l'analyser succinctement et de voir comment le continent africain peut tirer profit de cette situation et faire en sorte que celle-ci se décline en opportunité.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette nouvelle ruée vers l'Afrique. La première – et celle qui les a toujours plus motivées – ce sont les ressources naturelles. Indispensables au fonctionnement de l'économie mondiale, elles ne cessent d'attirer les convoitises. Elles sont, à ce jour, la principale porte d'entrée de l'Afrique dans la mondialisation. Mais, au-delà de ce motif somme toute classique, il faut bien percevoir toutes les transformations et le potentiel du continent. Le dynamisme économique important de l'Afrique – incarné par la [forte croissance](#) de pays comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Kenya – est révélateur des opportunités d'investissement. En outre, la [classe moyenne grandissante](#) offre plus d'opportunités de marchés. Les travaux d'infrastructures qui accompagnent cette transformation de l'Afrique révèlent l'attractivité du continent. C'est aussi le cas de l'explosion démographique. Même si elle apparaît à double tranchant, on ne doit pas y voir qu'effets néfastes. C'est aussi une opportunité d'autant plus que l'Afrique est amenée à bouleverser les équilibres démographiques mondiaux.

Percevoir l'Afrique comme un véritable enjeu géopolitique, une terre d'opportunités et d'aspirations démocratiques

De fait, la vision d'un continent de pauvreté, de guerres et d'émigration qu'il faut aider, voire sauver des méandres du sous-développement est erronée. Pourtant, cette vision persiste encore chez de nombreux décideurs européens. Il suffit de les voir évoquer les termes *aide*, *appui* plutôt qu'*investissement* et *opportunité* pour s'en rendre compte. Il est donc temps pour l'Europe de prendre conscience que les changements en Afrique et l'apparition de nouvelles puissances dans le champ des rivalités géopolitiques modifient totalement la donne.

D'ailleurs, tout autour de l'Europe, les puissances émergentes semblent mieux prendre la pleine mesure de l'Afrique. En conséquence, elles édifient de « nouvelles stratégies globales avec l'Afrique », essayant de tirer parti d'une histoire moins polémique avec l'Afrique et des offres perçues comme nouvelles, voire innovantes. La Chine, par exemple, par son projet des nouvelles routes de la soie (« *one belt one road* ») met en place une politique de renforcement d'infrastructure et de crédit à taux relativement réduit pour ses partenaires africains. Cette sorte de diplomatie de la dette lui permet de prendre des parts importantes dans des infrastructures stratégiques de nombre de pays africains. La Turquie, quant à elle, a annoncé son objectif de porter ses investissements en Afrique à 75 milliards de dollars d'ici à 10 ans.

Dans ce contexte, l'invasion de l'Ukraine a accru l'importance stratégique du continent africain. La recherche de nouveaux partenaires en vue de limiter la dépendance énergétique à la Russie a conduit de nombreux responsables européens en Algérie à

l'instar de Mario Draghi. Les espoirs de découvertes gazières et pétrolières dans le golfe de Guinée devraient attirer encore plus les intérêts et investissements européens.

Le moment est donc venu, pour l'Union européenne, de tracer les sillons d'un nouveau partenariat avec l'Afrique. Il faut pour cela, comprendre – comme l'a rappelé Emmanuel Macron – qu'une partie de l'avenir de l'Europe, voire du monde, se joue en Afrique. Ensuite, il faudra débattre des questions qui lient les deux continents. On pourrait évoquer entre autres, les défis sécuritaires, les questions climatiques ou encore les transformations numériques.

En outre, l'Europe doit questionner ses rapports avec l'Afrique à travers une évaluation [des différents traités de Lomé à Cotonou](#) en vue de les débarrasser des clauses inadaptées à la réalité de notre monde. C'est le cas par exemple des accords en matière de pêche qui livrent les petits pêcheurs africains à la concurrence de grandes industries aux moyens largement supérieurs.

Quel nouveau partenariat ?

Le nouveau partenariat doit s'inscrire dans un nouvel imaginaire, un nouveau narratif et véritable esprit de co-construction mêlant, au-delà des institutions, les sociétés civiles. Les cadres de débat et de décision ne doivent plus s'arrêter à Bruxelles et Addis-Abeba, mais entendre le cœur du continent.

Ce nouvel imaginaire impose un regard entre partenaires égaux recherchant des contrats plus équitables, et des mécanismes favorisant une plus-value sur le continent. Par exemple, des transferts de technologie accompagnant les contrats économiques de façon à renforcer la compétitivité des économies locales. Concrètement, les PME et les Startups d'Afrique ne doivent pas être ignorées lors de la conclusion des contrats autour d'investissements de l'UE en Afrique. Des mécanismes pour en faire de véritables partenaires captant de la richesse et des savoir-faire dans les contrats passés avec des firmes transnationales ou dans les financements publics de l'UE ou des États européens en Afrique doivent être pensés.

Sur le plan militaire, il faut sortir des logiques d'intervention comme *Barkhane* et *Takuba* au Mali pour des logiques de formation comme le programme EUTM ou [l'Académie Internationale de Lutte contre le Terrorisme en Côte d'Ivoire](#), fruit d'une initiative franco-ivoirienne. En effet, les défis sécuritaires auxquels fait face l'Afrique peuvent avoir des conséquences mondiales. Qu'il s'agisse du terrorisme ou des trafics illégaux, les phénomènes sont transnationaux et peuvent, à partir de l'Afrique, atteindre le monde entier et principalement l'Europe. Au même moment, [les jeunesses africaines rejettent](#) de plus en plus l'interventionnisme militaire assimilé – à tort ou à raison – à du néocolonialisme ou tout au moins à l'amputation de leurs souverainetés. En conséquence, les modèles de coopération que doivent désormais nourrir les rapports euroafricains devraient être des modèles qui renforcent la capacité opérationnelle des armées africaines et leur propension à manœuvrer ensemble. De fait, la formation, l'entraînement et l'équipement des forces africaines doivent être au cœur de la coopération militaire entre l'Europe et l'Afrique. Certes, on ne peut ignorer les résultats mitigés de l'EUTM au Soudan comme au Mali. Mais cela doit conduire à une meilleure définition – évidemment à la suite de discussions avec les Africains – des objectifs et la mise en place d'indicateurs pour vérifier leurs efficacités. La toute naissante Académie Internationale de Lutte Contre le Terrorisme en Côte d'Ivoire s'inscrit dans ce modèle.

Dans la construction de ce nouveau partenariat, l'Europe a deux atouts majeurs : la diaspora africaine et les valeurs démocratiques. En effet, l'Europe abrite [une forte diaspora africaine](#) en plus d'avoir contribué à la formation d'une bonne partie de l'élite africaine. Cet atout doit être davantage mobilisé pour servir de lien entre les deux continents et déconstruire les imaginaires négatifs de part et d'autre.

De même, les valeurs démocratiques ne doivent pas être abandonnées, car elles correspondent aux attentes les plus profondes des jeunesses africaines. Elles s'ouvriront à l'établissement d'une nouvelle histoire afro-européenne si la démocratie, la liberté et l'équité en sont les fondements. L'Europe, plus que tout autre partenaire de l'Afrique, doit réduire au strict minimum ses relations avec les régimes qui font fi de la démocratie et de la bonne gouvernance en privilégiant, dans ces pays-là, la société civile pour des actions communes en faveur des populations.

Crédits photo : [Paul Kagame](#)



Arthur Banga

Arthur Banga (@ArthurBanga) est maître-assistant au département d'histoire de l'université Houphouët-Boigny d'Abidjan et directeur de séminaire à l'École de Guerre de Zambakro (Yamoussoukro-Côte d'Ivoire). Après une thèse soutenue en 2014 sur la coopération militaire franco-ivoirienne, il poursuit sa recherche sur les questions de Relations Internationales et de sécurité autour de la Côte d'Ivoire et l'Afrique.

Comment citer cette publication

Arthur Banga, « Europe-Afrique : les enjeux d'une relation à redéfinir », *Le Rubicon*, 31 mai 2022 [<https://lerubicon.org/europe-afrique-les-enjeux-dune-relation-a-redefinir/>].